CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

**Comité permanent des finances de la Chambre des communes – Consultations pré-budgétaires 2013**

**Ce mémoire est soumis par :**

◉ **une organisation** **Nom de l'organisation:** L'Institut professionnel de la fonction publique du Canada (IPFPC)

**ou**

○ **un individu** **Nom:** _____

**Sujet :** Budget fédéral et service public

* **Recommandation 1 : Fournissez un bref résumé de votre recommandation.**

Le gouvernement du Canada consacre chaque année plus de 1 milliard de dollars à l'impartition de services qui pourraient être fournis à l'interne. Par exemple, en juin 2013, un contrat de 400 millions de dollars a été attribué pour consolider les systèmes de courrier électronique du gouvernement, une tâche qui aurait pu être accomplie par le personnel en place. Nous recommandons que le gouvernement s'engage à remplacer la moitié des dépenses de sous-traitance par des services fournis "à l'interne".

**Coût ou économies prévus :** Des menus déroulants, veuillez préciser le coût ou les économies estimés de votre recommandation pour le gouvernement fédéral, ainsi que la période couverte par votre recommandation.

autre montant : précisez

N'entraîne pas de coûts

1 an

**Financement fédéral :** Indiquez précisément comment le gouvernement fédéral pourrait financer la mise en œuvre de votre recommandation. Par exemple, indiquer quels fonds fédéraux pourraient être réaffectés, quelles modifications fiscales pourraient être mises en œuvre, éliminées ou modifiées, etc.

Dans un premier temps, la sous-traitance semble moins coûteuse, mais les coûts de cette façon de faire augmentent avec le temps. Les entrepreneurs privés n'offrent pas seulement un service, ils doivent faire des profits, tandis que les services fournis à l'interne sont offerts au prix coûtant. L'impartition des services essentiels entraîne la perte de compétences, ce qui peut créer une dépendance vis-à-vis de l'entrepreneur pour le maintien des exigences opérationnelles. Suivant le modèle déjà en place au gouvernement fédéral, les prix des contrats sont d'abord compétitifs, mais l'écart disparaît progressivement avec le temps.

**Bénéficiaires visés :** Veuillez indiquer les groupes d'individus, le ou les secteurs ou les régions qui bénéficieraient de la mise en œuvre de votre recommandation.

Les Canadiens bénéficieront d'un modèle de prestation de services plus efficace. Les travailleurs bénéficieront de meilleures conditions de travail.

**Répercussions générales :** Selon la nature de votre recommandation, indiquez comment celle-ci permettrait d'améliorer la qualité de vie, de créer des emplois, de former des travailleurs, etc.

La réaffectation des fonds actuellement consacrés à l'impartition contribuera à contrer les résultats négatifs attribués à la dépendance vis-à-vis du travail effectué en sous-traitance, comme : la dévalorisation ou la déprofessionnalisation de bons emplois; les préoccupations d'ordre éthique liées au fait qu'une portion importante des effectifs fédéraux se trouve hors du cadre des lignes directrices juridiques établies; la responsabilisation moindre dont bénéficient les entreprises privées du fait qu'elles ne sont pas assujetties aux lois sur la divulgation; et la perte de connaissances institutionnelles et les relations contractuelles non concurrentielles subséquentes qui évoluent avec le temps.

**Sujet :** Budget fédéral et service public

## Recommandation 2 : Fournissez un bref résumé de votre recommandation.

L'IPFPC recommande un réinvestissement dans la capacité de recherche fondamentale du Canada. Tandis que les répercussions du budget de 2012 continuent de se faire sentir, des scientifiques, des chercheurs et d'autres travailleurs du savoir dans les ministères et les organismes fédéraux sont mis à pied. De plus, de nombreux ministères et organismes à vocation scientifique (MOVS) sont actuellement réorganisés d'une manière qui favorise la recherche dirigée par des intérêts privés aux dépens de l'innovation réalisée dans une perspective publique.

**Coût ou économies prévus :** Des menus déroulants, veuillez préciser le coût ou les économies estimés de votre recommandation pour le gouvernement fédéral, ainsi que la période couverte par votre recommandation.

$1 milliard ou plus

1 an

**Financement fédéral :** Indiquez précisément comment le gouvernement fédéral pourrait financer la mise en œuvre de votre recommandation. Par exemple, indiquer quels fonds fédéraux pourraient être réaffectés, quelles modifications fiscales pourraient être mises en œuvre, éliminées ou modifiées, etc.

Selon l'Étude économique de l'OCDE de 2012, Le Canada déclare que "l'innovation est le principal moteur à long terme de la croissance du revenu et de la productivité". [traduction] Malgré l'importance accrue de la recherche et du développement (R-D) et de l'innovation, le Canada se trouve maintenant derrière d'autres pays de l'OCDE au titre des investissements dans la R-D financée par l'État. Les dépenses fédérales en sciences et technologie diminuent depuis l'exercice financier 2010-2011. Pour l'exercice financier 2013-2014, les ministères et les organismes fédéraux indiquent qu'ils consacrent 360 millions de dollars de moins aux activités scientifiques et technologiques qu'en 2012-2013, une baisse de 3,3 %.

**Bénéficiaires visés :** Veuillez indiquer les groupes d'individus, le ou les secteurs ou les régions qui bénéficieraient de votre recommandation.

Tous les Canadiens - Le moral dans les ministères et organismes fédéraux est extrêmement faible et la majorité des chercheurs scientifiques et des ingénieurs ont l'impression que la capacité d'élaborer des politiques, des lois et des programmes fondés sur la preuve scientifique souffre du manque de financement et de l'ingérence politique. Les chercheurs scientifiques et les ingénieurs ont déclaré que les coupes récentes dans la capacité scientifique du Canada ont eu, ou auront, un impact négatif sur la capacité du gouvernement fédéral à servir l'intérêt des Canadiens et que la capacité réduite en matière de recherche fondamentale aura un impact négatif sur l'apport du gouvernement du Canada à la R-D et à l'innovation au Canada.

**Répercussions générales :** Selon la nature de votre recommandation, indiquez comment celle-ci permettrait d'améliorer la qualité de vie, de créer des emplois, de former des travailleurs, etc.

La recherche fondamentale dans les établissements fédéraux a conduit à des découvertes de renommée mondiale, y compris les premiers exemples d'animation par ordinateur, le stimulateur cardiaque, la production des premiers isotopes médicaux et la technologie des hologrammes anticontrefaçon, qui ont toutes été faites par des chercheurs et des ingénieurs du CNR. Pourtant, le gouvernement du Canada investit plutôt dans les établissements universitaires et les entreprises commerciales, tout en négligeant la R-D et les sciences intra-muros du secteur de l'État. Pour accroître la compétitivité et la productivité du Canada, de même que sa capacité à effectuer des recherches impartiales pouvant éclairer les politiques et les programmes, l'aide financière à la recherche scientifique publique dans les MOVS fédéraux devrait être accrue et affectée tant à la recherche appliquée qu'à la recherche fondamentale.

**Sujet :** Budget fédéral et service public

## Recommandation 3 : Fournissez un bref résumé de votre recommandation.

Le gouvernement ne devrait pas appliquer sa stratégie de lutte au déficit aux détriments de précieux services publics. Dans le rapport de 2013, le directeur parlementaire du budget signale que les coupes récentes dans la fonction publique sont axées de façon disproportionnée sur les services de première ligne au lieu de se faire au niveau des "services administratifs", comme promis. Des coupes sont imposées à des programmes qui fournissent des services aux Canadiens. Les Canadiens dépendent de la réglementation et de la surveillance pour la protection des ressources en eau, de l'air, des chemins de fer, des aliments, de la santé et des biens de consommation.

**Coût ou économies prévus :** Des menus déroulants, veuillez préciser le coût ou les économies estimés de votre recommandation pour le gouvernement fédéral, ainsi que la période couverte par votre recommandation.

$1 milliard ou plus

1 an

**Financement fédéral :** Indiquez précisément comment le gouvernement fédéral pourrait financer la mise en œuvre de votre recommandation. Par exemple, indiquer quels fonds fédéraux pourraient être réaffectés, quelles modifications fiscales pourraient être mises en œuvre, éliminées ou modifiées, etc.

Selon le Plan d'action économique de 2013, "le Canada jouit d'une situation financière qui continue de faire l'envie du monde". Le gouvernement coupe dans le financement des programmes et met à pied des employés de la fonction publique fédérale pour payer les réductions de l'impôt des sociétés. Les Canadiens subventionnent les réductions de l'impôt des sociétés en subissant les conséquences des déficits gouvernementaux accrus et des coupes dans les services publics dont ils ont besoin et qu'ils méritent. Les réductions récentes de l'impôt des sociétés n'ont eu aucun impact sur les investissements réels, mais ont été coûteuses au niveau du manque à gagner en recettes fiscales.

**Bénéficiaires visés :** Veuillez indiquer les groupes d'individus, le ou les secteurs ou les régions qui bénéficieraient de votre recommandation.

Tous les Canadiens bénéficient de l'accès à des services publics de qualité.

**Répercussions générales :** Selon la nature de votre recommandation, indiquez comment celle-ci permettrait d'améliorer la qualité de vie, de créer des emplois, de former des travailleurs, etc

L'austérité fait mal non seulement aux fonctionnaires mis à pied, mais aussi à l'économie dans son ensemble. Le Canada n'a pas de problème de déficit, il a un problème de croissance et l'austérité gouvernementale fait partie du problème.

Inscrivez ici toute explication complémentaire sur votre ou vos recommandations.

*Veuillez noter que vous devez obligatoirement proposer une recommandation.